Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

Contre les nouveaux OGM, 110 000 signatures remises à Nicolas Hulot

Par Christophe NOISETTE

Publié le 28/09/2017, modifié le 09/03/2026



Forte de 110 000 signatures, la pétition contre les nouveaux OGM, initiée par plusieurs organisations paysannes et de la société civile, a été remise le 28 septembre 2017 en main propre au ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot.

Une urne contenant plus de 100 000 grains de blé paysan a été remise, le jeudi 28 septembre 2017, en main propre, au ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot. Ces grains « *symbolisent les signataires d'une pétition contre les nouveaux OGM* ».

Les nouveaux OGM sont probablement déjà dans les champs et dans les assiettes. Des colza et tournesols mutés, rendus tolérants à un herbicide, sont cultivés en France sans que la technique précise utilisée ne soit connue... Et au Canada, l'entreprise Cibus commercialise des semences de colza génétiquement mutées par oligonucléotide pour tolérer les herbicides à base de sulfonylurée et l'huile qui en est issue est vendue comme « non OGM ». Issues notamment de nouvelles techniques de mutagénèse, ces plantes génétiquement modifiées pourraient être exclues de la législation « OGM » et ainsi n'avoir à être ni autorisées, ni évaluées, ni étiquetées selon cette législation.

Il est urgent que le ministre s'engage

Pour les organisations à l'initiative de la pétition [1] et pour les citoyen·ne·s français·e·s qui ont signé cette pétition, il faut que le ministre « *s'engage urgemment et fermement afin d'intégrer ces nouveaux OGM dans le cadre de la réglementation européenne OGM déjà en place, et ce quelle que soit la nouvelle technique de modification génétique mise en œuvre pour les élaborer* ».

Remise de la pétition à Nicolas Hulot

Remise de la pétition à Nicolas Hulot

Suzanne Dalle, chargée de mission Agriculture pour Greenpeace, remet à Nicolas Hulot, ministre de l'Environnement, la pétition contre les nouveaux OGM.
Crédits : Éric Meunier

Ce jour même, la Commission européenne a organisé une conférence, point de départ d'un débat ouvert auquel la France, en tant qu'État membre, participera nécessairement. Cette conférence a réuni tous les acteurs : son but, selon le Commissaire à la Santé Vytenis Andriukaitis, était de savoir comment l'Union européenne pouvait devenir « *leader mondial des biotech dans le domaine agricole* » et « *comment la société peut tirer avantage des biotech agro-alimentaires* » [2].

Contrairement aux discours des semenciers et de l'industrie agro-alimentaire, ces nouvelles techniques ne sont ni précises, ni propres [3]. Surtout, rappellent les organisations précédemment citées, « *ces techniques nécessitent bien une intervention artificielle humaine sur l'organisation de la chaîne ADN, dont on maîtrise mal les effets* ».

---

[1] Les Amis de la Terre, le Conseil National des Associations Familiales laïques (CNAFAL), la Confédération Paysanne, le Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le génie Génétique (CRII GEN), le Comité de Soutien des Faucheurs Volontaires 49, la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB), France Nature Environnement (FNE), Générations Futures, Greenpeace France, le Groupe International d'Études Transdiciplinaires (GIET), OGM dangers, le Réseau Semences Paysannes (RSP), Sciences Citoyennes, l'Union Nationale de l'Apiculture Française (UNAF) et Vigilance OGM 36

[2] Conference : Modern Biotechnologies in Agriculture – Paving the way for responsible innovation, 28 September 2017, Brussels.

[3] Eric MEUNIER, Lily Vergier, « Modifications génétiques : à chaque étape, des effets non-intentionnels », *Inf'OGM*, 23 décembre 2018

Adresse de cet article : https://infogm.org/contre-les-nouveaux-ogm-110-000-signatures-remises-a-nicolas-hulot/